

Editorial

La démocratie est par nature un régime politique fragile parce qu'elle offre une certaine liberté à ceux qui pourraient être tentés de la détruire. Et si les discours ouvertement hostiles à la démocratie sont rares et peu propices au succès électoral, les menaces sur la dynamique démocratique, ses principes et ses valeurs sont en revanche multiformes, nombreuses et souvent dissimulées.

La place importante que la finance et les marchés ont pris dans l'organisation économique de nos sociétés pose à cet égard un certain nombre de questions inquiétantes. En effet, lorsqu'on observe la crise depuis plus de deux ans, on est surpris de voir à quel point des pans entiers de notre économie et de notre vie en société semblent livrés aux humeurs du marché, sans aucun contrôle démocratique ! On est submergé de propos de plus en plus durs vis-à-vis des banques, des marchés et de la finance et une idée fait son chemin : les investisseurs et les marchés anonymes auraient pris en quelque sorte le pouvoir au détriment des peuples livrés désormais à la crise, à la rigueur, au chômage et à la misère.

S'il n'est pas inutile de révéler la cupidité des spéculateurs, les salaires déliants des traders et la voracité des banques, il est également dangereux de ne pas voir la responsabilité politique qui est derrière les dérives de la finance. Car si dénoncer l'extrême droite, les discriminations ou les bombes de l'OTAN qui tuent des civils est nécessaire pour défendre la démocratie, il faut aussi se protéger contre les manipulations du discours qui viseraient à diaboliser les banques et les marchés pour mieux occulter le rôle de nos élus et de nos gouvernements dans la dérive du système actuel. Car en s'en prenant uniquement aux banques, certains discours « cachent en montrant », au sens où ils nous font oublier que tout le système économique et financier actuel est l'œuvre du politique, et non l'inverse.

Explication : si les gouvernements empruntent de l'argent pour combler les déficits publics, ce n'est pas de celui qui prête mais de celui qui emprunte de plus en plus. Et si les gouvernements successifs de la Belgique empruntent de l'argent non pas pour investir dans notre futur – par exemple dans des infrastructures qui amèneront un retour sur investissement (hôpitaux, écoles, universités, etc.) – mais pour combler les trous dans leurs budgets mal gérés, ce n'est pas non plus la faute de celui qui prête mais de celui qui emprunte. Enfin, si les gouvernements font appel au secteur financier international afin de permettre une baisse des taux et dégager quelques marges budgétaires supplémentaires (et s'endetter encore plus), ce n'est pas de la faute des marchés ni de la bourse mais de celui qui soumet ses propres dettes à des acteurs anonymes sur lesquels il risque de n'avoir aucune prise en cas de crise globale.

Si la politique fait appel aux banques et à la bourse pour payer une partie des pensions extra-légales, si les gouvernements demandent aux marchés de soutenir à leur façon la solidarité entre génération, et si dans la foulée, par la défiscalisation, ils encouragent délibérément « Monsieur tout le monde » à faire de même en allant lui-même contracter son bas de laine pour ses vieux jours ; si quelque chose d'aussi fondamental que les pensions a été raccroché à la finance et à tout ce qu'elle représente en termes de risque, d'irrationalité et d'instabilité, ce n'est pas la faute à celui prête, c'est la faute à celui qui accepte d'emprunter dans des conditions très risquées pour financer des politiques pourtant éminemment stratégiques. Et si au final, par bêtise ou par économie, le politique laisse au privé la maîtrise et la connaissance des produits financiers, au point de s'en remettre aux agences de notation pour les évaluer, ce n'est pas non plus de la faute des marchés.

Si tout ce qui précède a été possible, ce n'est pas la faute des investisseurs mais celle de nos élus et de nos gouvernements qui (contrairement à plein d'autres pays) ont délibérément essayé de cacher les conséquences de leurs erreurs par l'emprunt, l'endettement (340 milliards d'euros de dette pour la Belgique) et partant la soumission progressive d'une partie de leurs prérogatives aux humeurs du marché. Et si tout ce qui précède a encore de beaux jours devant lui, ce n'est pas la faute des investisseurs mais celle de nos gouvernements : à l'intérieur de la Belgique les élus et les partis ne sont pas d'accord entre eux sur ce qu'il faut faire et comment le faire ; et à l'extérieur, les grandes puissances ne sont pas parvenues à un accord dans la manière de réguler la finance, et une partie d'entre elles ne souhaite même pas trouver un accord.

La vraie menace sur la démocratie aujourd'hui, c'est peut-être l'absence de contrôle démocratique sur des élus et des gouvernements qui ont littéralement sous-traité et finalement soumis l'ensemble de notre économie à des acteurs anonymes, multiples et souvent irrationnels. En définitive, le contrôle du politique pour éviter qu'il soumette ses prérogatives aux marchés s'impose désormais comme une priorité.

Jérôme Jamin
Rédacteur en chef

De la légitimité et de la parole en perdition : chronique de nouvel an

Par Jean-François Bachelet

Au moment où le souvenir amer des Fêtes de fin d'année n'en finit pas de finir piteusement ; au moment où quelques jours de congé, trop courts, trop sombres, trop froids, trop mouillés avec leur cortège d'obligations convenues, faussement joyeuses, faussement conviviales nous ont épuisés ; alors que peinent à s'effacer de notre cerveau les effluves de vin chaud, les images hallucinantes de la 3.245e rediffusion du même bêtisier, les ritournelles hypnotiques des chants de Noël version supermarché, des visions de bois de rennes postiches et de pubs pour fêtesards vulgaires et déprimants, nous ne reprenons pied dans la réalité que pour nous enliser dans les questions et les doutes. Les fêtes de fin d'année sont un peu comme la fin de l'histoire selon les évangiles de la postmodernité et du neo-libéralisme : un idéal insurpassable, eau, gaz, pain et jeux à tous les étages. Mais pourquoi tant d'exclus et d'exploités au nom de la démocratie du surpoids et de la vie à crédit ?

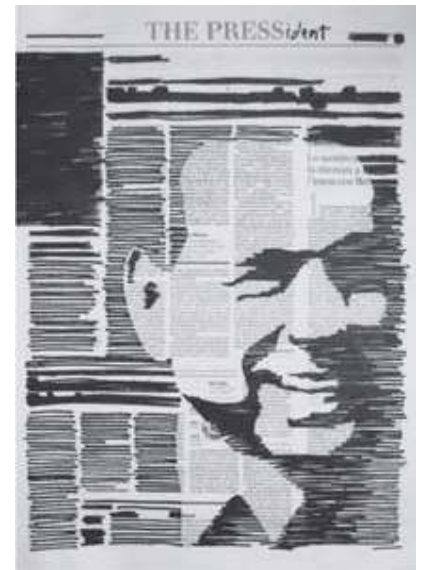
Alors que le temps est moche et que les rues sont sales, on se demande ce que cette démocratie brandie comme un bouclier, cette démocratie de café du commerce à la sauce Internet, de l'humanitaire, des bons sentiments et des essais comparatifs de cafetières électriques, cette démocratie qui parle du droit de vote comme de points Delhaize (« C'est un cadeau. Vous n'êtes pas obligé de les prendre ») a encore à voir avec les idées de progrès, de civilisation et de politique. La Politique avec un grand P bien sûr, pas les clowneries tristes où s'agitent de mauvais acteurs d'un mauvais feuilleton. Car en la matière, le discours politique n'appartient plus au politique : il émane dans l'essence et la forme du monde de l'économie et de la finance qui l'a formaté comme il l'a fait des médias, du sport, de l'écologie et tutti quanti. La grammaire du marketing est un outil

de recyclage redoutablement efficace, mais en l'occurrence plutôt du genre vautour qu'éco-bobo ! Il y aurait beaucoup à dire sur la production de la doxa dominante et surtout la manière dont nombre d'intellectuels et de « penseurs », dans et hors de l'université, ont contribué à l'imposer comme référence ultime.

> suite p.6-7

Visitez
la boutique
en ligne
des Territoires
de la Mémoire !

(page 3)



Pamela CAMPAGNA & Thomas SCHEIDERBAUER (Espagne) / 3^{ème} prix - 1^{ère} Triennale Internationale de l'Affiche Politique – Mons 2010

Alleanza Nazionale : du néofascisme au centre droit...

Par Jérémie Mandin

Diplômé du master de recherche

« Enquêtes, Terrains, Théories » de l'EHESS (France)

Le week-end du 6 et 7 novembre dernier, le président de la chambre des représentants italiens, Gianfranco Fini, posait la première pierre d'un nouveau parti politique : Futur et liberté (*Futuro e libertà*). Il quittait du même coup le Peuple de la liberté, la formation qui avait vu fusionner en 2009 son parti Alliance Nationale (ou AN) et la formation de Silvio Berlusconi *Forza Italia*. L'événement ne manque pas d'interroger. En effet, pour AN, l'alliance de 2009 dans une coalition de centre droit semblait représenter l'aboutissement d'un long processus au cours duquel le parti – de tradition néofasciste – avait pu progressivement s'intégrer à la vie politique italienne. La formation paraissait ainsi résoudre un dilemme propre aux mouvements d'extrême droite dans les démocraties contemporaines : s'adapter ou se démarquer d'un système contre lequel ils se sont construits. Les premiers échos de la création de Futur et Liberté ne semblent pas démentir ce choix stratégique. En effet, dans son discours du 7 novembre, Gianfranco Fini affirme sa volonté de faire de son nouveau parti une formation apte à « incarner et rendre vivante ces valeurs authentiques du centre-droit italien, qui sont le lien réel avec les valeurs du centre-droit européen ». Comment interpréter cette nouvelle évolution de la droite italienne ? Assisté-t-on ici à une véritable refondation ou à un retour au système de valeurs d'Alliance Nationale ?

> suite p.6 et 7

La répression du négationnisme en Belgique : source de concurrence mémorielle ?

Par Geoffrey Grandjean

Aspirant du Fonds de la Recherche Scientifique – F.N.R.S.
Université de Liège

Le 8 novembre 2010, le Comité de pilotage mis en place dans le cadre des Assises de L'Interculturalité a remis son rapport dont une section porte sur « l'exigence de mémoire ».

Plus précisément, il s'est intéressé à la répression du négationnisme qui fait l'objet, en Belgique, de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'appropriation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans ce rapport, les membres du Comité formulent trois propositions¹.

Actualité
du
«totalitarisme»
Mémoire brute
et réalité brute

(page 5)

> suite p.12